

Rien de plus raisonnable donc. Nous avons demandé, qu'une fois établis, on les continuât pour tous. Était-ce injuste ? Nous avons réclamé contre une nomination faite irrégulièrement, sans raisons, après deux échecs successifs, et qui avait soulevé un cri général de reproche chez tous nos confrères de la ville. Avions-nous tort ? Il nous semble que non, depuis, surtout, que nous avons appris que presque la moitié des professeurs, et parmi eux de très hauts places, sont de notre avis, et que même on considère la nomination comme non avenue.

Lorsqu'on a établi les concours, on ne parlait, à la Faculté, que de professeurs adjoints ou d'agrégés.

Nous avons dit alors, que la plupart des professeurs avaient trop à faire pour le temps dont ils pouvaient disposer, et qu'un agrégé et même plus, serait très utile et très avantageux. Nous avons expliqué que, loin de nuire au professeur titulaire, ils contribueraient à rehausser son prestige—qu'ils pourraient donner une partie des leçons, les moins importantes, ou des leçons supplémentaires et que, de toute façon, professeur et élèves ne pourraient qu'y gagner. Étaient-ce là des réclamations subversives ? Assurément non, puisque la faculté vient de les approuver en donnant deux assistants au docteur Rottot et deux autres au docteur Brennan. Il n'est question ni d'agrégés ni d'adjoints, mais le nom nous importe peu et nous sommes heureux de voir nos suggestions si bien accueillies.

Nous dirons même, à la louange des professeurs, qu'ils ont commencé par les nominations les plus urgentes, car, ici comme ailleurs, ce sont les cliniques et le laboratoire qui demandent le plus de soin et de travail.

Il reste encore des lacunes à remplir, mais nous comprenons que Paris ne s'est pas fait en un jour et, tout en demandant aux professeurs de se hâter, nous sommes pour le moment, très contents de ce qu'ils ont fait et ne prétendons nullement leur mettre l'épée dans les reins et les pousser à agir avec précipitation.

Il nous semble que, après tout, nous ne sommes pas bien exigeants et que nos réclamations et demandes n'ont jamais été que justes et raisonnables.

La forme a peut-être été un peu rude et la mesure un peu négligée, nous le reconnaissons sans peine, mais ce sont là des emportements causés par l'ardeur même de notre amour pour notre institution nationale de langue française et la crainte très vive que nous avons de ne la voir pas entrer dans la voie du progrès universel. Peut-être avons-nous pris pour de la mauvaise volonté ce qui n'était que le manque d'entente chez les têtes dirigeantes ou un peu de négligence à entreprendre des réformes reconnues nécessaires.